Samedi 19 et dimanche 20 novembre 1977 – No 771

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRES TOUS UNIS CONTRE LES MESURES STOLERU

TOUS A LA MANIFESTATION SAMEDI 19 NOVEMBRE 14h METRO BARBES

Comité de coordination des foyers Sonacotra - RTA - CTA Algerie - ACEA -Org. Travailleurs tunisiens - UTIT - Revo. Afrique - STM - ASSEF - Tierras de España - Aydinlik - GRS - PCR (ml) - Humanite rouge - UCF (ml) - OCT - PCI - LCR - OCF (ml) CUFI - OCP - CPROPV.

Tracts et affiches unitaires sont à prendre au local des expéditions dès le lundi 14 novembre.

Un flic inculpé

Une fois n'est pas coutume

Le célèbre brigadier Marchaudon qui a tué un jeune immigré de 21 ans, Moustapha Boukhezer, le 23 août dernier de 5 balles dont trois dans le dos a été inculpé d'homicide volontaire.

Il avait simplement assassiné l'immigré à bout touchant (canon de l'arme contre le corps). Malgré le rapport qui déclarait de façon explicite que ce dangereux individu était responsable de ce crime, il continuait à travailler normalement, comme si de rien n'était. Il était protégé par l'administration dont le chef Bonnet a su trouver en son temps les explications adéquates pour faire passer pour une crise cardiaque ce qui était un mort par grenade, nous parlons de l'assassinat de Vital Michalon à Malville.

L'assassin est en prison, fort bien, mais d'ici à ce qu'il soit condamné, il y aura bien longtemps que l'affaire aura été effacée de la mémoire des gens. Notre tâche est de ne pas faire oublier ce monstrueux crime raciste.

Le président Sadate à Jérusalem

Le peuple palestinien n'abandonnera pas les armes avant la victoire finale.

UNE INITIATIVE DANGEREUSE

La décision soudaine du président égyptien de se rendre samedi à Jérusalem, sur invitation du gouvernement sioniste, a provoqué d'importants remous politiques tant en Égypte même qu'au Proche-Orient et dans le monde entier.

Quelques heures après qu'elle ait été rendue publique, le ministre des Affaires étrangères I. Fahmi démissionnait en déclarant qu'il refusait de «supporter ou partager la responsabilité du pouvoir dans les conditions actuelles. Son successeur désigné, Mahmoud Riad, jusque là secrétaire de la Ligue des États arabes, démissionnait à son tour quelques heures après.

A l'issue de la visite accomplie par Sadate, en Syrie, le désaccord entre les deux pays demeurait profond sur cette question et la Syrie publiait un communiqué évoquant la «grave évolution de la situation dans le monde arabe à la suite de la volonté du président Sadate de se rendre en Israël pour s'entretenir avec les dirigeants ennemis... sans sa responsabilité personnelle qu'il assumera devant l'histoire et la nation arabe».

L'Irak, la Lybie condamnaient à leur trou cette initiative sur laquelle l'Arabie saoudite et la Jordanie n'ont pas encore pris position.

Du côté palestinien, Yasser Arafat, au nom de l'OLP, réaffirmait l'attachement de la Résistance palestinienne aux résolutions et Programme de Conseil national, palestinien qui soulignent le droit de l'OLP à participer à toute négociation de paix sur un pied d'égalité avec les autres partis. «Les résolutions du Conseil national palestinien (qui rejettent la résolution 242 de l'ONU et refusent la reconnaissance de l'État d'Israël) ne sauraient être remaniées à aucun moment, quelles que soient les circonstances», a-t-il déclaré.

De son côté, le Fatah, principale formation de la résistance palestinienne condamnait formellement l'initiative du président égyptien, estimant qu'elle «porte atteinte aux intérêts et à la lutte de la nation arabe» et «constitue un tournant dangereux et un gain pour le sionisme mondial et ses alliés en même temps qu'il place la révolution palestinienne dans une situation grave».

Un ordre de grève générale le jour de son arrivée en Israël est lancé dans les milieux palestiniens au Liban.

(Suite à la page 2)

KLAUS CROISSANT INCARCERE A STAMMHEIM

C'est dans la prison de Stammheim que Klaus Croissant doit être incarcéré dans cette prison que la bourgeoisie présente comme un modèle du genre.

En effet ! Aucun établissement pénitentiaire n'a été mieux conçu pour liquider les détenus politiques, psychiquement et physiquement : cellules toutes en blanc, complètement insonorisées, éclairées en permanence, dans lesquelles les détenus sont privés de tout contact avec l'extérieur. Les avocats qui défendent ces détenus – et au nombre desquels figurait Klaus Croissant – sont soumis à une fouille totale, et c'est revêtus d'un simple peignoir qu'ils peuvent entrer au parloir. Les cellules – et les détenus – sont fouillés quotidiennement.

Et cette prison a déjà été le lieu de cinq morts plus que douteuses : en 1974, celle de Holger Meins, suite à une grève de la faim contre les conditions de détention, en 1976, celle de Ulrike Meinhof, et en octobre dernier, celles de Baader Ensslin et Raspe. Chaque fois, la bourgeoisie a parlé tout de suite, avant la moindre enquête, de «suicide», mais certains de ses représentants avaient vendu la mèche en réclamant publiquement la mort des détenus.

C'est tout cela que dénonçait – et dénonce – Klaus Croissant. Et la bourgeoisie allemande ne lui pardonne pas de révéler des vérités qui ternissent l'image de marque qu'elle voudrait donner d'elle.

Amis lecteurs achetez toujours l'Humanité rouge dans le même kiosque

Editorial

Contre les mesures de Stoléru

TOUS DANS LA RUE LE 19!

Les travailleurs immigrés ont été désignés par le gouvernement capitaliste comme devant être les victimes de la prétendue lutte contre le chômage.

Arrivés de leur pays pillé par l'impérialisme, obligés de s'expatrier pour trouver du travail les immigrés sont aujourd'hui jugés indésirables par le gouvernement antipopulaire, anti-ouvrier de Giscard. Quand le chantage au million, l'interdiction de la venue des familles en France, la non-délivrance de cartes de travail ne suffisaient pas, les flics aux ordres expulsent purement et simplement.

Cela nous a été confirmé encore hier soir par un coup de téléphone d'une travailleuse immigrée relatant une expulsion en masse à Paris. Plusieurs dizaines d'immigrés ont été arrêtés samedi 12 novembre 1977 à Paris. Quarante d'entre eux ont été enfermés au «dépôt» à la préfecture de Paris. Et lundi matin, à l'ouverture des bureaux on leur a fait remplir des papiers leur signifiant l'expulsion dans le pays de leur choix dans un délai allant de 24 h à 8 jours. Tout ceci pour de simples défauts de papiers en règle au jour de leur arrestation. Faute de temps et par peur du licenciement que signifie l'expulsion ils ne les avaient pas fait remplir ou n'avaient pas été cherché les récipissés de carte de travail ou de séjour.

Plus que de longs discours, ce simple exemple montre tous les mensonges de Stoléru sur «toute la sollicitude» et «la compréhension du gouvernement face aux douloureux problème des immigrés».

Les 19 novembre, Français et Immigrés défileront ensemble unis au coude à coude parce qu'ils sont la classe ouvrière, des frères de combat anticapitalistes et antiracistes. Ils défileront contre les mesures Stoléru, pour soutenir la luttes des foyers Sonacotra.

Visiblement, cette grande manifestation ne plait pas à tout le monde. Ne parlons pas de l'attitude des dirigeants de la CGT qui ont signé un accord ignoble avec la Sonacotra. Parlons plutôt de l'attitude de trahison ouverte des soi-disant syndicalistes responsables de l'Union régionale de Paris de la CFDT qui se disent démocratiques. Ils s'opposent à la participation des travailleurs français à cette grande manifestation. Dans leur journal «Paris syndical», ils vont même jusqu'à interdire à leurs militants d'y aller. Ils osent prétendre que la manifestation du 19 est une manifestation de division appelée par des organisation «non représentatives».

Comme la Sonacotra, vampire qui vole les immigrés les dirigeants CFDT-URP dénient toute représentativité au Comité de coordination des foyers Sonacotra. C'est une honte, une infamie sans nom.

Nous savons d'ores et déjà que de nombreux adhérents militants CFDT seront là et sont révoltés par l'attitude de collusion objective avec le gouvernement des dirigeants URP-CFDT. Les dirigeants CFDT se répandent en belles paroles mensongères sur la «mobilisation massive des travailleurs» dans le cadre de leur 1er décembre de racolage de la gauche et concrètement sur le terrain quand il faut se battre ils sont absents.

Mobilisons-nous intensivement pour faire de ce 19 novembre une manifestation conséquente de lutte anticapitaliste, d'internationalisme prolétarien.

• CES Pailleron

LES RESPONSABLES AU TRIBUNAL

Jeudi 17, s'est ouvert devant la 16 e chambre correctionnelle, le procès de neuf hauts fonctionnaires, entrepreneurs et architectes responsables de la construction du CES Pailleron. On sait qu'en février 1973, deux jeunes garçons avaient mis le feu dans une corbeille à papiers. Ce geste aurait dû rester sans conséquence si... si le CES n'avait constitué un véritable brûlot : en vingt minutes, les quatre étages étaient détruits : 20 personnes trouvaient la mort (parmi elles 16 enfants). Les victimes avaient été asphyxiées par les gaz toxiques dégagés par les matériaux de construction enflamés.

DES GENS RESPONSABLES

Ce procès s'ouvre après que les deux garçons qui avaient mis le feu aient été condamnés à plusieurs années de prison avec sursis. Les 9 responsables de la construction eux, n'ont jusqu'à présent fait l'objet d'aucune sanction. Pour les parents des victimes, constitués en association, les responsables de la construction auraient dû être jugés avant les enfants. Mais tout a été fait pour d'abord empêcher le procès ensuite pour le retarder. Il a fallu le combat long et diffficile des parents des victimes pour que les principaux responsables soient jugés.

Les prévenus sont des gens «honorables», «respectables». Deux d'entre eux sont des PDG des entreprises ayant construit le CES. Deux sont des architectes. D'autres sont des ingénieurs et cadres. Le personnage le plus «important» est Jean Raynaud, directeur des équipements scolaires au ministère de l'Education nationale et ami personnel de Chirac. Ce dernier a fait des pieds et des mains pour empêcher l'inculpation de Raynaud. Malgré de nombreuses pressions, Chirac n'a pu réussir.

LA SÉCURITÉ DES ENFANTS ILS S'EN MOQUENT

Ce qu'on reproche aux neuf inculpés, c'est d'abord d'avoir fait disposer le long des façades du CES des plaques de polystyrène. Le procédé de construction habituel prévoit un cloisonnement des façades en plâtre, ininflammable et dépourvu de pouvoir calorifique. Dans l'avant-projet, de Pailleron, le plâtre est déjà remplacé par un aggloméré de particules de pin moins cher mais qui propage le feu en surface. Finalement, cet aggloméré a été remplacé par du polystyrène, matériau encore moins cher, mais très inflammable et dangereux. D'autre part, en brûlant le polystyrène dégage des gaz dangereux et c'est le choix du polystyrène qui a finalement été à l'origine de la mort de 20 personnes. A l'époque de la construction du CES Pailleron, la politique gouvernementale était *«un CES par jour»*. Près de cent écoles ont été construites en polystyrène. On concoit l'énormité du marché et la course au profit qui a abouti à choisir le polystyrène.

On reproche encore aux inculpés le fait qu'entre le plafond et le plancher, des vides communiquaient entre eux. Faute de cloisons coupe-feu, ces vides formaient de véritables cheminées d'aspiration qui ont aidé à la propagation du feu. Par ces vides, passaient en outre les tuyaux de gaz. Les experts ont d'ailleurs conclu que l'incendie a été un feu de gaz.

Jamais le moindre contrôle de sécurité n'a eu lieu et pour cause ! Tout le souci du ministère était de réduire celle-ci. Par exemple, il est prévu qu'en cas d'incendie, le CES devait avoir *«une stabilité au feu d'une heure»*. Une dérogation spéciale du ministère réduisit cette stabilité à un quart d'heure.

Tels sont quelques faits reprochés aux inculpés. Tous rejettent les responsabilités sur les voisins.

Qu'y a-t-il derrière ce drame sinon la loi du profit ?

COMMUNIQUE

Chantons plus fort que Sardou !

Lundi 21, Sardou fait son gala de rentrée à Rennes.

La section de Rennes de la JCMLF appelle tous les camarades, sympathisants et amis à se rassembler devant le chapiteau (Boulevard de la tour d'Auvergne)à 20 heures, carnet de chants à la main : Aux chansons fascistes, nous riposterons par des chants ouvriers !

Augmentation de la redevance télé

Mercredi à l'Assemblée nationale, la gouvernement a demande une augmentation supplémentaire de la redevance télévision. Pour les téléviseurs noir et blanc l'augmentation est de 16 F et porte la redevance à 178 F. Pour les téléviseurs couleurs, l'augmentation s'élèvera à 267 F.

Ces taxes avaient déja été augmentées l'an dernier.

DECLARATION COMMUNE DU Parti Révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TIIKP) ET DU Parti communiste marxiste léniniste de France (PCMLF)

Au cours du mois d'octobre 1977, une rencontre s'est tenue entre des délégations des comités centraux du Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TIIKP) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF). Elle a été placée sous le signe des relations chaleureuses et fraternelles qui, depuis plusieurs années déjà, ont caractérisé les rapports entre les deux partis.

Au cours de cette rencontre, les deux délégations ont procédé à un large échange de vue sur la situation internationale et celle qui prévaut dans chacun de leur pays respectif. Il a mis en lumière la très grande convergence de vue qui existe entre les deux partis, sur la base de la fidélité aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme, enrichis et développés par l'apport créateur de la pensée du président Mao Tsé-toung, le plus grand marxiste de notre temps.

Les deux partis estiment qu'aujourd'hui, plus que jamais, la lutte contre le révisionnisme moderne, dont la clique du Kremlin constitue le centre, doit être poursuivie et développée.

Les deux partis soutiennent la juste ligne révolutionnaire du PCC, dirigé par le président Houa Kouofeng. Ils saluent chaleureusement la tenue du 11e congrès du PCC, qui en appliquant la juste ligne révolutionnaire du président Mao, a défendu la dictature du prolétariat en Chine. L'écrasement de la bande des Quatre qu'il a consacré représente une victoire de la cause du prolétariat mondial tout entier.

A la suite de l'examen de la situation internationale, les deux partis soulignent leur adhésion profonde à la thèse révolutionnaire des trois mondes, formulée par le président Mao en personne.

Cette thèse, basée sur une analyse de classe à l'échelle internationale permet seule, de discerner clairement l'ennemi principal de la révolution prolétarienne mondiale, les deux superpuissances. Elle définit en même temps l'instrument à édifier pour les isoler et les abattre : le plus vaste front uni mondial antihégémoniste regroupant pays et peuples du tiers monde et du second monde.

Les prolétariats du monde entier représentent la force dirigeante de ce front, dont les pays et les peuples du tiers monde constituent la force principale.

Les deux partis considérent qu'actuellement les facteurs de guerre et de révolution augmentent tous les deux. Ils envisagent l'avenir avec optimisme révolutionnaire, certains que la victoire appartiendra aux peuples du monde.

Le TIIKP et le PCMLF partagent la même analyse sur le danger d'une troisième guerre mondiale engendrée par la rivalité acharnée des deux superpuissances, les USA et l'URSS, pourl'hégémonie. Ils soulignent que des deux superpuissances, c'est le social-impérialisme qui réprésente le plus grand danger et le principal fauteur de guerre. L'Europe constitue le point clé de leur rivalité. Ceci implique pour les partis marxistes-léninistes européens une responsabilité particulière dans la préparation du prolétariat et des masses populaires de leur pays à cette guerre inter-impérialiste, dans le développement de l'amitié et de la solidarité révolutionnaires entre les peuples européens.

La France et la Turquie toutes deux bordées par la Méditerranée voient leur indépendance nationale menacée par l'activité agressive des flottes de guerre des deux superpuissances qui la sillonnent. Le TIIKP et le PCMLF impulsent à ce titre tous deux, au sein de leur peuple, l'exigence du départ des flottes de guerre des superpuissances de la Métiterranée, le juste mot d'ordre : «La Méditerrané aux Méditerranéens».

Les deux partis soutiennent la lutte des deux nationalités du peuple chypriote pour l'indépendance, contre toute agression étrangère et particulièrement celle de l'armée turque. Ils considèrent que ces forces étrangères doivent quitter Chypre immédiatement et sans condition. Ils dénoncent particulièrement les complots du social-impérialisme contre l'indépendance du peuple chypriote.

Les deux partis réaffirment leur total soutien à la lutte multiforme et notamment à la lutte armée, du peuple palestinien et de son seul représentant légitime l'Organisation de libération de la Palestine pour le recouvrement de la patrie palestinienne usurpée par les agresseurs sionistes. Ils ont la certitude que le peuple palestinien, fermement uni aux autres peuples arabes, saura déjouer les manœuvres et complots des deux superpuissances du Proche-orient.

Le TIIKP affirme son soutien chaleureux au PCMLF dans ses efforts pour constuire l'unité de lutte entre travailleurs français et immigrés et appelle les travailleurs turcs émigrés en France à soutenir la lutte et le programme du PCMLF.

Vive la marxisme-léninisme et la pensée maotsé-toung !

Vivent le TIIKP et le PCMLF !

Vive l'internationalisme prolétarien !

Une initiative dangereuse

(Suite de la page une)

En même temps, que ces très nettes condamnations de l'initiative égyptien, les capitales arabes et l'OLP se gardaient pour l'instant de rompre les ponts avec l'Égypte. Celle-ci en effet a pour l'instant réaffirmé que ses objectifs étaient les mêmes que ceux des autres pays de la Nation arabe : libération des territoires occupés par les sionistes depuis 1967, reconnaissance des droits des Palestiniens, y compris à un État indépendant, et qu'il n'était pas question d'un accord de paix séparé entre Israël et l'Égypte.

Une situation intérieure très difficile a sans doute poussé le président égyptien à cette initiative spectaculaire. Du fait de la guerre d'agression impérialiste dans la région, de la tentative de domestication manquée par l'URSS, l'Egypte, le plus peuplé des États arabes, est aussi devenu le plus pauvre. Elle doit emprunter pour se nourrir. Plus du tiers de son budget est consacré à la défense.

Nul doute qu'en cette occasion, le président égyptien ait cédé aux pressions américaines. La satisfaction affichée en Israël, les félicitations rapides de Carter, le fait que l'ambassadeur US au Caire ait servi d'intermédiaire officieux entre l'Égypte et le gouvernement sionistes témoignent clairement que Washington est partie prenante dans cette affaire. De même que la rage de Moscou qui se voit tenue à l'écart.

Certes, l'initiative du président Sadate est dangereuse pour l'unité et la solidarité des peuples et des pays arabes indispensables pour la libération de tous les territoires occupés, y compris la Palestine. Mais tous leurs amis restent confiants et persuadés qu'à travers ces difficultés, ils rétabliront leur unité et qu'en fin de compte les agresseurs israéliens seront vaincus.

Les bombardements meurtriers perpétrés par la clique dirigeante sioniste continuent au Sud-Liban contre les positions palestiniennes et libanaises. Ils montrent la réalité de «l'effort de paix» de Begin.

17 novembre 1944

Tirana libérée

C'est le 17 novembre 1944 que l'Armée de libération nationale d'Albanie libérait définitivement Tirana, capitale d'Albanie. C'est à Tirana que résidaient les principaux collaborateurs des nazis. Cette libération était un pas décisif dans la longue lutte qu'avait menée le peuple albanais depuis plus de cinq ans contre les fascistes italiens et les nazis. La bataille décisive a en fait duré du 29 octobre au 17 novembre 1944.

C'est sous la conduite du Parti communiste que s'est déroulée la longue lutte du peuple albanais contre le fascisme.

• Chili

Le gouvernement fasciste du Chili vient de proposer aux Nations Unies l'établissement d'un système international d'enquête sur les violations des droits de l'homme. Pinochet ne manque pas de pudeur !

Dans le même temps, il déclare que des mesures rigoureuses seront prises pour assurer la discipline dans les mines de cuivre. On sait ce que cela veut dire. Il a donné des instructions à la CODELCO (corporation du cuivre). Il s'agit de réprimer les participants à une grève qui eu lieu le 2 novembre. Curieuse conception des droits de l'homme !

• Sud-Liban

Mercredi après-midi, alors que Begin se réjouissait à l'idée de régler le problème du Proche-Orient en discutant avec des dirigeants arabes, exceptés les Palestiniens, d'importants bombardements israéliens eurent lieu sur la ville de Nabatieh au Sud-Liban. Trois personnes furent tuées et quatre blessées.

Entretiens franco-iraniens

Les affaires sont les affaires

Après un séjour mouvementé aux USA où il a été accueilli par les plus grandes manifestations depuis la guerre du Vietnam, le Chah d'Iran est à nouveau à Paris pour poursuivre ses entretiens réguliers avec Giscard. Entretiens «privés» dont il ne filtrera pas grand chose à l'extérieur. Y seront sans doute abordés essentiellement le problème des relations économiques et commerciales entre les deux pays, notamment ceux concernant le prix du pétrole. Le gouvernement français, dont l'Iran représente le deuxième pays fournisseur, ne peut que se réjouir de la prise de position récente du Chah en faveur du gel des prix du pétrole.

Manifestement, les affaires franco-iraniennes marchent bien. Le Chah soucieux de diversifier ses relations commerciales étroites avec l'URSS comme avec les USA pour ne pas trop dépendre d'eux semble réserver toutes ses faveurs à la France. Le trust Peugeot ne peut que se frotter les mains du contrat de deux milliards de francs signé jeudi avec Téhéran. Un accord d'ensemble a également été conclu entre les deux pays pour la construction de deux centrales nucléaires de 900 mégawatts, le plus important contrat jamais signé par la France à l'étranger. En 1976, les échanges franco-iraniens atteignaient déjà dix milliards de francs.

Giscard, qui affecte de se montrer si chatouilleux sur la question des droits de l'homme dans l'affaire des prisonniers français au Sahara occidental, n'aura, on s'en doute, pas eu un mot en faveur des milliers de prisonniers politiques qui croupissent dans les prisons iraniennes et des centaines de patriotes, progressistes et révolutionnaires exécutés par la Savak, la sinistre police politique du Chah.

Les affaires sont les affaires, et il ne brandit la question des droits de l'homme que pour l'utiliser au service de ses intérêts. Il n'empêche que pour la deuxième journée consécutive, plusieurs centaines d'étudiants et de travailleurs iraniens ont manifesté jeudi à Téhéran contre le régime d'oppression du Chah, exigeant la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

Chirac à TF1

Provocateur et racolleur!

Quand Chirac parle à la télévision pour expliquer sa position, il va droit au but. Il ne cherche pas à diviser la majorité, dit-il, mais à mots très compréhensifs, il marque son opposition à Barre et à Giscard qu'il accuse de mener une campagne anti-RPR.

Le projet de Barre pour les élections tant au niveau du soutien que ce dernier pourrait apporter à certains candidats (pas RPR) que du programme d'union de la majorité, ces deux choses sont, en parfaite opposition avec la politique pantagruélique (bouffe-tout) de Chirac.

Cela nous aura permis de savoir aussi que Chirac est un social-démocrate, il le dit, que les cellules d'entreprise du RPR (Action ouvrière et professionnelle) se multiplient. Ce n'est pas le nombre d'affiches collées par des gens payés qui nous en persuade, ces cellules doivent s'appuyer sur des gens pas très clairs du genre CFT très liés au RPR. Au niveau économique, Barre c'est bien, mais Chirac c'est mieux, il le dit aussi. Sa carrière de Premier ministre où tous les mois on sortait de la crise a largement confirmé ses déclarations.

Exposition mai 68-78

Des jeunes du Centre culturel de Talange ont décidé de marquer le dixième anniversaire de «Mai 68» en organisant une série d'expositions, spectacles, et débats en mai prochain.

Dès aujourd'hui, ils préparent cet anniversaire. Ils n'ont que très peu de matériel sur cette époque et lancent un appel aux lecteurs de l'Humanité rouge pour leur fournir des documents (affiches, tracts (même photocopiés) ,disques, témoignages, photos...) .Ils s'engagent bien entendu à renvoyer les documents originaux. Pour tout renseignement écrire à : Centre socio-culturel - rue des Alliés- 57 Talange.

Le 26 Novembre, manifestation à Lorient

Contre le régime d'Afrique du Sud et la collaboration de la France

La France vient à son tour de prendre position en faveur de l'embargo sur les armes en direction de l'Afrique du Sud. Les pays membres de l'ONU avaient déjà pris position sur ce sujet, forcés et contraints, face à l'ample mouvement au niveau mondial de rejet et de condamnation de ce régime raciste et fasciste.

Le gouvernement français vient donc un peu à la traine, car il n'est pas facile de renoncer à ses intérêts, de se prononcer sur le mot d'ordre de l'embargo. Cette décision est un recul certain de l'impérialisme français, mais nous ne devons pas nous faire d'illusions là-dessus ! C'est une attitude qui essaye de camoufler la nature profonde de l'Etat français aux peuples du monde. C'est un recul de la tactique car le gouvernement sait bien que désormais il doit compter avec le tiers monde qui sans cesse dénonce ses méfaits et refuse sa tutelle.

Il n'en demeure pas moins que la France reste un collaborateur et ami des racistes sud-africains. Elle a fait de gros investissements dans ce pays et y a envoyé ses spécialistes (techniciens, ingénieurs, etc). Des entreprises en bâtiment sont bien installées en Afrique du Sud, telles SPIE-Batignolle, Jean Lefebvre, Grands travaux de Marseille, Delattre Levivier, Degremont, etc. Ainsi donc, la collaboration continue !!

En France, les mouvements qui dénoncent cette collaboration se développent et gagnent en audience.

Par exemple, le Crisla à Lorient, a déjà présenté les films et des montages sur le régime de l'apartheid et mène aujourd'hui une action contre la fabrication de deux escorteurs à l'arsenal de Lorient (ceux-ci se font avec la participation d'ingénieurs Sud-africains). Pour cela, le Crisla et d'autres organisations dont l'Humanité rouge, le PSU, etc. au niveau régional, appellent à une manifestation le 26 novembre à Lorient à la Maison des syndicats, sur les mot d'ordre suivants :

— Rappel de l'ambassadeur en Afrique du Sud.

— Embargo total sur les armements.

— Renvoi des techniciens civils et militaires sud-africains. Rappel des techniciens Français présents en Afrique du Sud.

— Arrêt de tout investissement en Afrique du Sud et retrait des investissements réalisés.

Cependant, certaines organisations politiques et syndicales, qui depuis longtemps ont renoncé à leur devoir internationaliste prolétarien, se montrent plus que timides à ce sujet. En effet, alors que les «avisos» sont en construction depuis plus d'un an, la municipalité PS-PC a observé un long silence et n'a pris position que sous la pression des anti-impérialistes. C'est ainsi d'ailleurs, mais il faut bien se montrer soucieux du sort des peuples opprimés par les racistes sud-africains, avec l'aide de la France. Comment gagner des voix et du crédit aux yeux des gens si l'on adopte la même attitude que le gouvernement que l'on prétend combattre ! ?

Mais voilà, le gouvernement français a pris position, alors tout va bien, plus la peine de se casser la tête on peut se retirer du mouvement anti-impérialiste, et le tour est joué !

Nous devons dénoncer fermement ces pratiques opportunistes. Il en est ainsi d'ailleurs de bien d'autres partis, tel le PCF qui brille par son silence.

C'est en dénonçant les pratiques du gouvernement français et en renforçant le mouvement anti-impérialiste que l'on peut faire pression pour obtenir l'arrêt total de toute collaboration avec l'apartheid et que l'on sert du même coup la cause des peuples sud-africains en lutte.

Correspondant HR Lorient

Les maires sont amers!

Le 60e Congrès des maires de France vient de tenir ses travaux à l'Hôtel de ville de Paris sous la houlette de Jacques Chirac, Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur et Alain Poher, président de l'Association. Comme tous les autres, il aura été un long catalogues de jérémiades et de revendications. L'amertume s'est particulièrement exprimée sur l'unique réponse apportée par l'administration de l'État aux problèles de financement des communautés locales : augmentez les impôts. Mais les impôts locaux, pas plus que les autres, ne sont bien vus des électeurs, d'où mécontentement grandissant chez les élus locaux. Les partis de gauche et notamment le PCF ont plaidé en faveur de l'autogestion communale. Ils se sont également implantés dans les organes de direction de l'association, forts de leur poids nouveau dans l'ensemble des communes françaises. PCF et PS représentent donc maintenant la majorité au sein du bureau de l'association où ils disposent désormais de 11 sièges contre 10 à la majorité.

A lire : Pékin-Information No 45

En vente : librairie les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville - 75020 - Paris.
Abonnement : Éditions du Centenaire, 24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris.

Un texte très important de la presse chinoise ; la réponse à toutes les questions de nos lecteurs sur la théorie des trois mondes, analyse de la situation internationale formulée par Mao Tsé-toung, la réponse aussi à tous les mensonges déversés en ce moment sur la Chine.

L'occasion peut-être de découvrir Pékin-information. De s'y abonner.

• Pellet-Nanterre

Reprise du travail

Après 40 jours de grève, les ouvriers ont repris le travail en obtenant les revendications suivantes : augmentation du salaire de 1,50 F de l'heure échelonnée jusqu'en juin 1978, dont 80 centimes dans les trois mois, ce qui fera 340 F d'augmentation pour les femmes et 240 F pour les hommes sur neuf mois, soit 11,15 % d'augmentation.

Au niveau des classifications la catégorie 01 disparaitra. La catégorie minimum sera désormais 02. Il y a aussi indexation des salaires sur la hausse des prix, reconnaissance comme indice des prix de l'indice moyen CGT-CFDT-INSEE, 13e mois garanti juridiquement, c'est-à-dire non compressible, une salle de réunion pour les ouvriers, 5e semaine sans solde mais qui ne supprimera pas d'avantages ce qui est intéressant tout de même pour les immigrés. Mais un gros point noir trois licenciements pour fait de grève.

Une action en justice a été intentée et un débrayage est prévu le jour du jugement

la solidarité financière a rapporté 1 500 000 centimes, ce qui est important.

• Clermont-Ferrand

Grève à Michelin!

Grand mouvement revendicatif dans les usines Michelin Clermont-Ferrand concernant la discussion pour la réunion de l'avenant d'entreprise (convention collective) . Une grève a été lancée par les organisations syndicales CGT-CFDT. Devant l'intransigeance de Michelin les travailleurs sont bien décidés à faire céder ce patron de choc qu'est Michelin.

Les revendications sont : le retour aux 40 heures, plus de travail le samedi et le dimanche, augmentation des salaires, retraite à 60 ans et les transports.

Correspondant HR

• Marcq-en-Baroeul (Nord)

Suite d'une provocation patronale

Les travailleurs à nouveau en grève

Amigues, patron de Gaelco, a cru pouvoir profiter de la reprise du travail pour récupérer d'une main ce que les travailleurs en grève l'avaient forcé à donner de l'autre (voir HR No 765).

C'était sans compter sur la détermination et l'unité des ouvriers. Dès qu'ils surent que, contrairement aux accords passés devant l'inspection du Travail, Amigues refusait de payer ce mois-ci les retards sur salaires garantis de janvier à juin, ils se retrouvèrent le lundi matin pour comparer leurs fiches de paye. Au total et selon les cas, c'est de 1 800 F (trois fois 600) à 5 000 F (deux fois 2 500 F) qui manquent à chaque travailleur. Le soir même, Amigues envoyait un télégramme de 139 mots à six d'entre eux : au total pour près de 450 F de télégramme ! Il les sommait de reprendre le travail mardi matin à la première heure, faute de quoi leur absence serait considérée comme faute professionnelle et *«il se verrait ainsi dans l'obligation d'appliquer à leur égard les sanctions prévues en matière de faute professionnelle au regard du droit du travail»*.

Mardi matin, la réponse des travailleurs était leur présence à la porte de l'entreprise et le patron était accueilli aux cris de «Amigues voleur !». Depuis, ils ont décidé de se mettre en grève pour 24 h reconductibles et d'assigner le patron aux prud'hommes.

Forts de leur unité, les travailleurs de Gaelco appellent au soutien de leur lutte qui, après une semaine d'interruption, entre donc dans sa quatrième semaine. Amigues cèdera !

Les Gaelco vaincront !

Adresser votre soutien à :
UL-CGT Armentières
70, place Jules Guesdes
59000 Armentières
CCP Lille 35 36 24
Mention «pour les ouvriers de Gaelco».

Correspondant HR
après discussion avec les travailleurs

• Seclin (prés de lille)

Les dimanches travaillés de Conforama

Seclin est une ville de la banlieue lilloise, avec une municipalité PCF depuis de longues années et quelques «socialistes» depuis les dernières municipales.

Il y a sur le territoire de Seclin un supermarché Conforama, ce trust capitaliste bien connu, spécialisé dans la vente de meubles à grande échelle, à des prix soit disant cass.

Ce supermarché est ouvert le dimanche toute la journée et c'est ce jour-là qu'il vend le plus, mais c'est illégal. Alors depuis des années, Conforama ouvre le dimanche en payant des amendes, mais ce n'est rien à côté du chiffre d'affaires !

Et la municipalité PC, qu'a t-elle fait ? Elle a accordé une dérogation ! Depuis des années, Conforama ouvre le dimanche avec la bénédiction de la municipalité ! Il faut dire que Conforama ça représente 30 millions de patente.....

Mais ça ne suffisait pas : quand on est un trust comme Conforama, on a le bras long : le préfet a décidé de légaliser cela ! Il a tout de même demandé l'avis du conseil municipal qui en a discuté le 14 novembre.

Les conseillers socialistes, avec quelques embarras, ont néamoins dit qu'ils voteraient contre parce que « *C'était vraiment trop gros»* et que *«ce n'était pas la peine de prétendre vouloir le changement pour utiliser les mêmes procédés que les municipalités réactionnaires »*

Le PCF ne s'est pas embarassé de telles objections après avoir lancé une attaque en règle contre la CFDT et CSCV qui ont osé distribué un tract qualifiant d'abusive la dérogation, et affirmé que les élus communistes ont toujours été au côté des travailleurs », les élus en question ont ajouté : *«si ça ne plait pas aux travailleurs de Conforama, qu'ils le disent ; nous ne pouvons pas décidés à leur place»* !

Il faut préciser qu'à Conforama, on signe en entrant un «contrat de travail» qui stipule qu'on accepte de travailler le dimanche. Il n'y a pas de section syndicale et c'est une boîte style Citroën !

Aprés quoi, un responsable de l'UL CGT a expliqué qu'en principe la CGT était contre le travail le dimanche, mais que, puisque la municipalité de gauche était pour, alors, à la CGT ils étaient pour aussi !

Sauf un jaune qui apprécia la sollicitude de la mairie à l'égard de son entreprise, les travailleurs de Conforama présents furent indignés : «A quoi ça sert de voter à gauche si ces gens-là continuent à travailler pour le capitalisme.»

CORRESPONDANT HR

Editorial

Coopération, gestion démocatique, autogestion... ILLUSIONS

Le samedi 19 novembre sur FR 3, sera diffusé un film de la CFDT qui retrace la lutte des verriers de Carmaux en 1895, grève dont l'issue fut la création en 1896, de la «Verrerie ouvrière », coopérative qui aujourd'hui encore, fonctionne à Albi. Actuellement, les LIP, après des années d'une lutte à bien des égards exemplaire, se trouvent dans une situation difficile.

Ils sont amenés à faire le constat que le rapport de force permettant de faire aboutir la juste revendication d'un emploi pour tous à Palente (c'est-à-dire, d'imposer la reprise de l'usine et des LIP par un patron) n'existe pas.

Aujourd'hui, ils travaillent un projet qui doit aboutir à la création d'une coopérative ouvrière de production.

Bref, la question des coopératives connait un regain d'actualité.

Le mouvement des coopératives est né dans la premère moité du 19e siècle, avant que la grande industrie ne soit devenue dominante. Les coopératives d'alors, traduisent d'une part l'aspiration des travailleurs à supprimer l'exploitation au profit de l'association des ouvriers encore très proche des artisans à défendre leur métier contre le capitalisme.

Ce mouvement coopératif à l'époque, au cœur du mouvement ouvrier deviendra par la suite complètement marginal avec l'essor de la grande industrie qui fait de l'ouvrier un auxiliaire de la machine. Il est significatif que les coopératives se soient développées surtout dans des branches comme le bâtiment et l'imprimerie où le caractère artisanal du travail a subsisté le plus longtemps.

Combattues dans leur début par la bourgeoisie, les coopératives furent utilisées plus tard par celle-ci pour essayer de détourner la classe ouvrière de ses tâches révolutionnaires, notamment après la Commune de 1871.

Au moment où la tâche des ouvriers révolutionnaires était de construire leur parti indépendant capable de diriger le renversement de l'État capitaliste, la bourgeoisie trouvait avantageux de promouvoir la voie de garage de la coopération.

Aujourd'hui, il existe en France environ 800 coopératives employant quelques dizaines de milliers d'ouvriers, elles représentent autour de 0,5 % de la production industrielle. Malgré le discours officiel sur l'égalité de tous et l'association libre, la réalité des coopératives, c'est l'exploitation capitaliste. L'exemple le plus frappant est celui de l'AOIP. Créée en 1895, avec quelques dizaines de sociétaires, c'est aujourd'hui une entreprise de 3 500 salariés qui fabriquent du matériel pour les télécommunications avec cinq usines en France. Les nombreux OS payés au minimum et soumis au rendement ont comme seul avantage d'être syndiqués d'office à la CGT ! Le timbre syndical étant directement prélevé sur la paye. Devenir une entreprise capitaliste comme les autres, c'est l'issue fatale des coopératives. Voilà pourquoi peu de gens aujourd'hui osent présenter la coopération comme un moyen pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Mais que représentent aujourd'hui les discours sur la gestion démocratique et l'autogestion, sinon une tentative pour détourner la classe ouvrière de la seule voie qui puisse conduire à l'émancipation, qui permette d'en finir avec l'exploitation : la voie de la révolution prolétarienne. En effet, proposer aux travailleurs de prendre *«du pouvoir»* dans l'entreprise, d'introduire *«de nouveaux rapports dans le travail»*, etc. en escamotant la question de savoir à quelle classe appartient le pouvoir d'État, c'est essayer de mystifier les travailleurs, c'est travailler à perpétuer le système capitaliste.

Coopération, gestion démocratique, autogestion, c'est toujours la même illusion que les travailleurs pourraient gérer les usines pour eux-mêmes dans le cadre du système capitaliste.

Les justes aspirations des travailleurs à substituer la libre-association des producteurs à l'esclavage capitaliste, seule la dictature du prolétariat pourra les faire aboutir.

**Chambre patronale de la métallurgie.*

• C.P.C.A.M.R.P.

GESTION «DEMOCRATIQUE» DANS UN COMITE D'ENTREPRISE

Le comité d'entreprise de la CPCAMRP (Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne) est un des plus importants du pays avec la CCAS (EDF) et Air-France.

Géré majoritairement par la CGT (la CFDT est très minoritaire), il brasse des sommes énormes et les patrons PCF-CGT, sous leur démagogie sociale, ne diffèrent pas des autres patrons : qu'on en juge. Ils viennent d'adresser une lettre au personnel où, derrière les paroles démagogiques, ils essaient de freiner les revendications pour favoriser leur gestion «démocratique».

Ils commencent par le couplet «dur» : *«Notre CE à majorité CGT mène un combat de classe face à la direction, au patronat et au gouvernement».*

Mais quelques lignes plus loin, ils attaquent les revendications de leurs employés qui pourraient par leur action gêner leur gestion : *«Depuis les dernières élections au CE de 1976, et notamment dans la dernière période, certaines initiatives et comportements préconisés par vos représentants syndicaux font volontairement ou involontairement le jeu des adversaires des gestionnaires du CE».*

Il est vrai que la lutte est sévère pour la gestion du gâteau que représente le CE et que le clan FO voudrait arracher au moins un partage avec le clan CGT-PCF. Et dans cette lutte, chacun essaie de mettre le personnel dans sa poche. Mais même de gauche, un patron reste un patron. Le couplet qui suit donne un idée de ce qu'est la gestion démocratique du PC : un véritable appel à la solidarité patron-employés : *«Il est temps que chacun d'entre nous se ressaisisse, ne tombe pas dans le piège de nos adversaires de classe et que, coude à coude, dans un climat de confiance et d'honnêteté sans pourtant oublier nos revendications légitimes, vous agissiez contre les véritables responsables de vos difficultés : l'équipe Giscard-Barre-Ceyrac».*

Une lutte de clans bourgeois, ni plus ni moins, devant laquelle les employés n'ont pas à lâcher un pouce de leurs revendications.

Correspondant HR

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLEMENT BIMENSUEL		
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

• Montpellier- usine MACOTEX

Grève contre des licenciements et pour le paiement régulier des salaires

L'usine Macotex, petite entreprise textile de Montpellier, emploie une majorité de femmes dont les salaires sont en moyenne de 1 500 F par mois pour 40 h.

Systématiquement, le patron de cette usine paye les salaires et les acomptes en retard. C'est pour exiger le paiement des salaires à date fixe et l'amélioration des conditions de travail que la grève a été déclenchée. Le patron a refusé de recevoir les déléguées CGT et menace d'en licencier trois. En grève depuis le 7 novembre, les ouvrières continuent et exigent la réintégration des trois autres délégués en plus des autres revendications.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépot légal : 4e trimestre 1977